

Météo-France en « mode dégradé »

Le site internet, l'application mobile, les applications aux professionnels de Météo-France sont passés en « mode dégradé » dans plusieurs régions depuis le mois de septembre. Toute la France pourrait être concernée à partir de novembre. En cause ? Des sous-effectifs chroniques et une réorganisation non aboutie et controversée.

Les personnels de l'établissement, au premier rang desquels les prévisionnistes, seront à nouveau en grève au moment de la bascule dans la nouvelle organisation prévue entre le 7 et le 13 novembre.

Météo-France a connu une baisse d'effectifs vertigineuse depuis plus de 15 ans : un tiers des effectifs ont été supprimés. Les effets du gel des réductions d'effectifs, décidé en 2022, pour l'année 2023 ne se font toujours pas sentir : il faut 3 ans pour recruter et former de nouveaux météorologues. 150 postes sont actuellement vacants – plus de 5 % des effectifs – une proportion qui a doublé ces dernières années.

Résultats : les projets techniques prennent du retard, tandis qu'en parallèle, Météo France est en difficulté pour rendre le même niveau de service sur l'ensemble du territoire. Les effectifs insuffisants dans plusieurs régions de France hexagonale ont conduit à un passage en « mode dégradé » depuis le mois de septembre. Concrètement, les prévisions sur le site internet, les applications mobiles, les applications dédiées aux professionnels ne sont plus systématiquement mises à jour en journée.

Dans ce contexte, la Direction de Météo-France réorganise les services de prévision à partir du 7 novembre. Cette réorganisation vise à centraliser et automatiser la fourniture des données présentes sur le site internet et l'application. C'est la conséquence concrète de la réduction des effectifs.

Ce projet appelé « 3P » pour « Programme Prévision Production » se fait dans la précipitation : développements, calibrages, tests, formations sont sous-dimensionnés et menés à marche forcée, par manque de moyens dans la plupart des services.

Des impacts concrets sont à craindre sur l'information donnée au grand public et pour la sécurité des personnes et des biens. Ainsi, les données de prévisions automatiques (qui seront dorénavant les seules accessibles sur les applications grand public) pourraient être incohérentes avec la Vigilance (qui, elle, intégrera l'expertise des prévisionnistes).

De plus, cette réorganisation s'accompagne d'une dégradation des conditions de travail : un rapport de la médecine de prévention pointe plusieurs risques pour la santé des personnels dont des risques psycho-sociaux.

Les personnels seront ainsi en grève au moment de la bascule dans la nouvelle organisation prévue entre le 7 et le 13 novembre. Les prévisionnistes, en particulier, demandent des moyens pour continuer à réaliser des prévisions fiables et cohérentes au plus près des territoires et des usagers.

En effet, l'Établissement Météo-France se doit de maintenir le niveau de qualité et de sérieux scientifique nécessaire à ses missions, au service de l'intérêt général.

Contacts :

François Giroux (CGT-météo) : 06 77 76 91 69
Loïs Pourchet (CGT-météo) : 07 89 84 14 09
Sandrine Deville (SOLIDAIRES-METEO) : 06 64 11 92 92
Renaud Tzanos (SOLIDAIRES-METEO) : 06 83 17 22 65
Lionel Althuser (CFDT-Météo) : 06 84 63 62 97
Jérôme Lartisant (FO-Météo) : 06 82 07 80 14
Sébastien Delecray (FO-Météo) : 06 84 65 05 89